

La Corée du Sud met en garde contre les risques d'un conflit

L'aboutissement de quatre ans d'escalade entre Pyongyang et Washington

lundi 16 octobre 2006, par [PONS Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 14 octobre 2006).

Sommaire

- [La Corée du Sud met en garde](#)
- [Tokyo prend des sanctions \(...\)](#)
- [L'aboutissement de quatre \(...\)](#)

La Corée du Sud met en garde contre les risques d'un conflit

LE MONDE | 14.10.06 | 13h55 • Mis à jour le 14.10.06 | 13h56

Article paru dans l'édition du 15.10.06

SÉOUL ENVOYÉ SPÉCIAL

La Chine et la Corée du Sud ont décidé, vendredi 13 octobre, d'adopter des sanctions « *appropriées et nécessaires* » à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Mais pas plus l'une que l'autre ne souhaite l'acculer.

Si la question nord-coréenne embarrasse Pékin, principal soutien du régime de Pyongyang, elle divise la Corée du Sud où elle est devenue un enjeu de politique intérieure. Après d'âpres débats, l'Assemblée nationale a adopté, jeudi, une résolution « *déplorant* » l'essai nord-coréen, qualifié d'acte « *impardonnable* », et demandant à Pyongyang d'« *abandonner son programme nucléaire* ».

Le Grand Parti national (opposition) critique la politique d'ouverture en direction du Nord du président Roh Moo-hyun pour avoir sous-estimé les « *intentions belliqueuses* » de la RPDC tandis que le parti gouvernemental, Uri, met en cause la politique américaine en partie responsable, à ses yeux, de sa nucléarisation.

En butte à une telle mise en question, largement relayée par les grands quotidiens en majorité favorables à l'opposition, le président Roh n'est guère en position d'adopter une position tranchée. Comme Pékin, Séoul est opposé au recours à la force à l'encontre de Pyongyang et préoccupé par le risque que poserait le projet d'arraisonnement en mer et de fouille de navires nord-coréens, dans le cadre des initiatives de sécurité contre la prolifération des armes de destruction massive, prises en 2003 par les Etats-Unis.

La RPDC a averti qu'elle ne tolérerait pas ces inspections. Selon le ministre de la défense, Yoon Kwang-ung, ces arraisonnements « *pourraient conduire à des situations de conflit* ».

La virulence du débat politique à Séoul tranche avec le calme avec lequel l'opinion sud-coréenne a

réagi à l'essai nucléaire du 9 octobre. A l'exception de manifestations sporadiques de militaires à la retraite condamnant la politique du président Roh, la majorité des Coréens de moins de quarante ans sont partagés entre préoccupation et indifférence.

Depuis plus de cinquante ans, la Corée du Sud vit avec l'artillerie nord-coréenne pointée sur Séoul, une ville de 10 millions d'habitants. *« L'essai n'a fait que confirmer ce que l'on savait déjà. Je ne pense pas que la menace soit tournée contre nous. C'est une affaire entre la Corée du Nord et les Etats-Unis. Mais nous sommes comme la crevette dans une bataille entre deux requins »*, dit un restaurateur.

Ce sont surtout les risques de dérapage dans l'escalade qui s'engage de sanctions et de rétorsions de la RPDC qui inquiètent à Séoul.

La Corée du Sud n'est pas opposée au principe de sanctions, fait-on valoir à la Maison bleue - la résidence du président -, mais à condition que celles-ci ne soient pas une fin en soi et ne conduisent pas à isoler le régime nord-coréen au risque de le pousser à aller plus loin dans l'escalade.

Le chef de l'Etat admet que la politique d'ouverture en direction du Nord doit être « repensée », mais il exclut de l'abandonner comme le demande l'opposition, qui fait valoir que les 4,5 milliards de dollars (3,6 milliards d'euros) versés sous diverses formes à la RPDC au cours des huit dernières années lui ont permis de faire avancer son programme nucléaire.

Le Grand Parti national demande notamment de mettre fin aux deux projets symboles du rapprochement Nord-Sud : le site touristique de la montagne des Diamants et le complexe industriel de Kaesong, source de devises pour la RPDC.

« La Chine et la Corée du Sud vont chercher à gagner du temps en s'associant au principe de sanctions mais en modérant leur portée, dans l'espoir que le résultat des élections de mi-mandat aux Etats-Unis conduise à un infléchissement de la politique américaine », estime Paik Hak-soon, de l'institut de recherches Sejong.

La Corée du Sud est contrainte de mettre en sommeil sa politique de coopération avec la Corée du Nord, mais une bonne partie de l'opinion et des dirigeants politiques pensent qu'elle demeure le seul moyen d'éviter un isolement de la RPDC, plus dangereux aujourd'hui que jamais.

Philippe Pons

Manifestation

A Séoul, des manifestants se sont réunis devant l'ambassade des Etats-Unis, jeudi 12 octobre, pour dénoncer la politique américaine.

L'un d'entre eux portait un masque à l'effigie de l'ambassadeur américain en Corée du Sud.

Selon eux, les Etats-Unis chercheraient à utiliser la crise nucléaire en Corée du Nord, afin de contraindre la Corée du Sud à adhérer à l'ISP, l'Initiative de sécurité contre la prolifération des armes de destruction massive, qui réunit actuellement 60 pays.

Tokyo prend des sanctions unilatérales contre Pyongyang

LEMONDE.FR avec AFP | 13.10.06 | 08h10 • Mis à jour le 13.10.06 | 10h53

Le gouvernement japonais a approuvé, vendredi 13 octobre, une nouvelle série des mesures de rétorsion contre la Corée du Nord. Ces sanctions décidées mercredi, soit deux jours après l'essai nucléaire nord-coréen, entreront en vigueur « à partir de vendredi minuit », a déclaré aux journalistes le porte-parole du gouvernement, Yasuhisa Shiozaki.

Prévues pour une durée initiale de six mois, elles imposent la suspension complète des importations de produits nord-coréens, l'interdiction totale d'entrée dans les ports japonais des navires nord-coréens et l'interdiction de l'accès au territoire japonais de presque tous les ressortissants de nationalité nord-coréenne.

Ces sanctions n'auront toutefois qu'un impact limité.

Selon une étude officielle, le commerce bilatéral entre le Japon et la Corée du Nord s'est élevé à seulement 21,2 milliards de yens en 2005 (141 millions d'euros), deux fois moins qu'en 2000. La Corée du Nord, dont les premiers partenaires commerciaux sont la Chine et la Corée du Sud, ne représente que 0,02 % de la totalité du commerce extérieur nippon.

L'aboutissement de quatre ans d'escalade entre Pyongyang et Washington

Philippe Pons

Article paru dans l'édition du Monde du 10.10.06

L'essai nucléaire auquel vient de se livrer la Corée du Nord, en violation notamment de l'accord intercoréen de dénucléarisation de la péninsule de 1992, est l'aboutissement de l'escalade commencée en octobre 2002, lorsque Washington a accusé Pyongyang de poursuivre un programme clandestin d'enrichissement d'uranium. La tension qui a suivi s'est traduite par la sortie de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et la reprise de sa production de plutonium, gelée depuis 1994 et placée sous la surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Les menées nord-coréennes en matière d'enrichissement étaient connues depuis 1998, mais l'administration Clinton avait préféré ne pas soulever cette question pour la traiter dans le cadre d'un compromis global. La RPDC s'était procuré des centrifugeuses et de la technologie au Pakistan, mais elle semblait loin de maîtriser un processus délicat. Elle a toujours nié avoir un tel programme et Washington n'a fourni aucune preuve sur sa mise en œuvre.

En 1994, Pyongyang et Washington étaient parvenus in extremis à un compromis : gel du

programme de plutonium nord-coréen en échange de la fourniture de deux centrales nucléaires à eau légère (dont l'énergie est plus difficile à détourner à des fins militaires), de livraisons de pétrole et de la levée des sanctions américaines à l'égard de la RPDC, en vigueur depuis la fin de la guerre de Corée (1953).

ACCORD CADUC

Contrée par la majorité républicaine au Congrès, Bill Clinton a traîné les pieds dans l'application de l'accord. Le projet des centrales à eau légère s'est enlisé ; aucun progrès n'a été accompli dans la normalisation des relations entre les deux pays et les livraisons de pétrole se sont espacées. Pyongyang s'est senti dupé. En 1998, un essai de missile de longue portée Taepodong, qui survole le Japon, démontrant des capacités sous-estimées, contraint Washington à revoir sa politique à l'égard de la RPDC. Un an plus tard, Américains et Coréens du Nord s'entendent sur un gel des essais de missiles et, en octobre 2000, la secrétaire d'Etat Madeleine Albright se rend à Pyongyang pour préparer la visite de Bill Clinton avant qu'il ne quitte la Maison blanche. Au dernier moment, le président y renonce sous pression des républicains.

Arrivé au pouvoir, George Bush n'a qu'une idée en tête : détruire l'édifice construit par son prédécesseur avec Pyongyang. La première estocade a lieu en octobre 2002 avec la visite à Pyongyang du secrétaire d'Etat adjoint, James Kelly, qui accuse le régime de poursuivre un programme d'enrichissement d'uranium.

Washington déclare caduc l'accord de 1994 tandis que Pyongyang renvoie les inspecteurs de l'AIEA, sort du TNP et reprend sa production de plutonium. Résultat : si, en 2000, la CIA estimait que la RPDC disposait de suffisamment de matière fissile pour fabriquer deux bombes, en 2006, elle pourrait en produire une dizaine...

Lorsqu'en 2003 l'administration Bush a pris conscience des limites de sa tactique - qui a eu pour résultat de faire sauter les seuls verrous existants aux ambitions nucléaires de Pyongyang -, elle s'est résolue à engager un dialogue par le biais des pourparlers à Six (Chine, deux Corées, Etats-Unis, Japon et Russie).

En septembre 2005, un accord de principe appelant au désarmement de la RPDC en échange de garanties de sécurité est signé. Le texte, vague, ne comporte aucun calendrier. Dès le lendemain, Pyongyang précise ses exigences de réciprocité et Washington décide des sanctions financières visant à étrangler la RPDC, accusée de fabrication de fausse monnaie. Un problème sérieux, certes, mais mineur au regard de l'apparition d'une nouvelle puissance nucléaire.